



MEURTHE ET MOSELLE



COMMUNIQUE DE PRESSE

Nancy, le 16 janvier 2025

Suppressions d'emplois, fermetures de services, accueil physique des usagers de plus en plus réduit ...

**L'exemple même de cette dégradation du Service Public :
Le Centre des Finances Publiques de Toul**

En janvier 2023, le 10 janvier pour être précis, l'intersyndicale Cfdt, Solidaires, FO et CGT Finances Publiques était devant le Centre des Finances Publiques de Toul pour informer le public de ses craintes concernant l'accueil des usagers sur ce site.

A cette époque (pas si lointaine), le Centre n'était déjà plus ouvert que 4 demies-journées par semaine aux usagers.

L'intersyndicale alertait en ces termes « les signaux adressés actuellement par la Direction Départementale des Finances Publiques 54 laissent planer l'incertitude sur la pérennité de l'accueil physique au Centre de Toul en même temps qu'ils ne contribuent pas à redonner confiance aux agents soumis au stress ou encore à la souffrance au travail. »

Où en sommes-nous, aujourd'hui, jeudi 23 janvier 2025 ?

Le Service des Impôts des Particuliers a tout simplement disparu du paysage de Toul.

Hors période de forte activité (lors de la « campagne » des déclarations de revenus ou des avis de taxes foncières), les particuliers ne sont plus accueillis que sur un créneau de 2 heures hebdomadaires, le jeudi de 14h à 16h. Et uniquement sur rendez-vous.

Que se passe t-il si un usager se présente sans rendez-vous ou en dehors de cette plage ? Il lui est gentiment demandé par les agents encore en poste (qui ne font qu'appliquer les consignes de la Direction) de faire ses démarches par internet, par téléphone (encore faut-il qu'il puisse joindre quelqu'un, car, faute d'effectif, les lignes sont souvent saturées), de prendre rendez-vous sur la plage de 2 heures du jeudi (avec quel délai d'attente pour l'obtenir ?) ou ... de se rendre à Vandoeuvre.

On le voit, ici à Toul, mais dans de nombreux autres endroits du territoire également, tout est fait pour dissuader l'utilisateur de se présenter à un guichet des finances publiques pour obtenir des réponses à ses légitimes questions par un interlocuteur en chair et en os.

Il s'agit ni plus ni moins qu'une déshumanisation de notre administration. De nos administrations pourrait-on dire, puisque les mêmes schémas sont appliqués à la CPAM, à la CAF, à la CARSAT ...

Avec l'exclusion numérique qui va avec ... Cela a d'ailleurs été dénoncé à de maintes reprises par les Défenseurs des Droits successifs (qui ne sont pourtant pas de virulents syndicalistes à notre connaissance).

Tout cela, en Meurthe et Moselle où le Conseil Départemental a lancé une expérimentation « Territoire Zéro Non Recours ».

Nous ne pouvons que nous féliciter de ce dispositif mis en place pour des raisons que nous connaissons bien (manque d'information ou méconnaissance des droits, fracture numérique et illettrisme, complexité des démarches ...) pour éviter l'aggravation de la précarité, de la grande pauvreté et de l'exclusion sociale.

Mais cela ne pourra fonctionner si l'on continue à toujours vouloir restreindre les moyens alloués aux services publics de proximité.

En terme d'emplois, il y a quelques années, plus de 50 agents travaillaient au Centre des Finances Publiques de Toul.

Aujourd'hui, ils ne sont plus qu'une quinzaine. Qu'en sera t-il demain ?

Demain, il y a fort à parier que les suppressions d'emplois vont continuer. Le gouvernement Barnier proposait de supprimer 550 emplois aux Finances Publiques en 2025. La chute de celui-ci a mis ces suppressions en suspens. Nous doutons fort que le projet de loi de finances qui sera présenté par le nouveau Ministre des Finances, Eric Lombard, revienne sur celles-ci.

Les suppressions d'emplois aux Finances publiques, cela implique :

- moins de service public puisque moins d'accueil du public, nos guichets étant de moins en moins fréquemment ouverts ;
- moins de qualité du service rendu (lignes téléphoniques saturées en raison justement de la fermeture des guichets, applications informatiques souvent défaillantes, etc ...) ;
- moins de présence territoriale, avec la fermeture de nombreux centres des Finances publiques ;
- une prise en compte des publics fragiles détériorée par un recours au « tout numérique » ;
- moins de lutte contre la fraude fiscale, et donc, par ricochet, des impôts supplémentaires qui se reportent sur l'ensemble de la population ;
- Moins de rentrées fiscales, cela signifie aussi moins d'hôpitaux, moins d'écoles, des routes moins bien entretenues ...

Il s'agit d'une orientation politique qui vise à servir les intérêts de quelques-uns, bien souvent les mêmes qui ont bénéficié de la suppression de l'ISF.

Rappelons qu'aux finances publiques, près de 35.000 emplois ont été supprimés en 15 ans.

Un gigantesque plan social, auquel il faut ajouter dans la même période d'importantes réformes dans les missions et l'organisation même des services !

Et tout cela dans le plus grand silence, alors même que les gouvernements qui se sont succédé sur cette période ont fait semblant de s'émouvoir lorsqu'une entreprise privée décidait de licencier ses salariés. Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais ...

Dans le même temps, nos Directeurs successifs s'épanchent dans les médias sur la qualité et l'intérêt pour les contribuables que constituent le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu, le paiement des impôts, amendes, factures des collectivités locales chez les buralistes, la mise en place de « Maisons France Services » ... alors que ces dispositions visent en fait à « éponger » les suppressions d'emplois.

Pour la CFDT, Solidaires, FO et la CGT Finances publiques, il faut qu'enfin soit posée la question de l'augmentation des recettes de l'État et que cesse le diktat unique et permanent de la baisse de la dépense publique, qui conduit la population à de plus en plus de précarité dans tous les domaines de la vie sociale.

Car le rôle de l'administration des Finances publiques est essentiel !

**Manque d'emplois criant,
conditions de travail toujours plus pénibles,
dégradation du Service Public,
voilà ce que dénoncera, entre-autres,
l'intersyndicale CFDT, Solidaires, FO et CGT
Finances Publiques 54 qui sera
devant le Centre des Finances Publiques de Toul,
ce jeudi 23 janvier 2025, de 8h30 à 12h.**

Les élus ont été conviés à ce rassemblement.